



**Revue de presse
Gouvernance des eaux souterraines
d'Abitibi-Témiscamingue
3 juillet – 17 juillet 2013**

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Olivier Pitre, Directeur


SESAT

Tél: (819) 732-8809 poste 8239

Courriel : olivier.pitre@sesat.ca

Aide américaine pour le projet de recherche en eaux souterraines à Hanoi

05/07/2013 | 11:42:35

 EMAIL  Imprimer  Partager Corps  A A

Dernière heure

- Aide américaine pour le projet de recherche en eaux souterraines à Hanoi
- Des provinces du Nord durement frappées par les pluies torrentielles
- 2001-2010, décennie des extrêmes climatiques, selon l'ONU
- Energie nucléaire : séminaire sur la gestion des risques
- Honorer des entreprises pour l'environnement national vert
- Aides du PNUD dans la gestion des calamités naturelles
- Estimer la biomasse forestière et les stocks de carbone
- WAR aide Kien Giang à protéger les animaux sauvages

Le projet intitulé "Évaluer la durabilité des ressources en eaux souterraines : lacunes académiques et scientifiques" financé par le programme de subvention PEER Science (Partnerships for Enhanced Engagement in Research Science) des États-Unis, sera mis en oeuvre à Hanoi.

Ce projet permettra d'effectuer des prélèvements d'échantillons d'eau souterraine à Hanoi pour évaluer les risques sur la pollution à l'arsenic. Les participants seront des scientifiques de l'Université des sciences naturelles de l'Université nationale de Hanoi et de celle de Columbia.

Selon l'ambassade des États-Unis au Vietnam, PEER financera deux autres projets de recherche scientifique au

Vietnam que sont la génétique de la conservation au service de l'amélioration de la biodiversité et du renforcement de la gestion des ressources naturelles dans le delta du Mékong ; et le développement technique et l'essai d'un dispositif de conversion de l'énergie des vagues fermées à bas coût. -VNA

Le Devoir
2 juil. 2013

Offensive pour la fluoration de l'eau

Québec veut que la moitié de la population boive de l'eau fluorée d'ici cinq ans

2 juillet 2013 | Jessica Nadeau | Québec



Photo : Canal Z

Plusieurs groupes demandaient l'interdiction pure et simple de la fluoration. Les élus ont plutôt choisi de maintenir le statu quo et ont recommandé de travailler sur l'acceptabilité sociale de la fluoration de l'eau.

Québec se lance dans une vaste offensive beaucoup plus énergique dans l'espoir de fluorer l'eau potable pour la moitié de la population d'ici cinq ans. Il s'agit d'une ultime tentative de la Direction de la santé publique qui envisage déjà, si elle venait à échouer, de se tourner vers la fluoration des aliments.

« On va accentuer les activités d'information et réagir à la désinformation qui se fait actuellement par des moyens communicationnels auprès de la population en utilisant les nouvelles technologies, affirme le directeur national de santé publique et sous-ministre adjoint au ministère de la Santé, Horacio Arruda. Il va falloir être aussi présents [que les opposants] sur la place publique. Ce n'est pas pour entrer en guerre, mais pour rétablir les faits tels qu'on les conçoit. » Selon les experts de la santé publique, la fluoration de l'eau est un outil peu coûteux, efficace et sans danger pour combattre la carie dentaire.

De l'aveu même du directeur de la santé publique, la dernière stratégie de promotion de la fluoration de l'eau potable, qui s'échelonnait de 2005 à 2012, a été un véritable « échec ». Le plan national visait à faire passer le taux de pénétration de cette mesure de 7 à 50 %. Il est aujourd'hui sous la barre des 3 %.

Il faut dire que le dernier plan s'est résumé à quelques brochures et subventions octroyées à des agences de santé, a appris Le Devoir. Selon les chiffres du ministère de la Santé et des services sociaux, obtenus en vertu de la Loi d'accès à l'information, la somme totale des montants dépensés pour faire la promotion de la fluoration dans le cadre du programme depuis 2005 totalise à peine plus de 325 000 \$.

« Était-ce suffisant ? demande le Dr Arruda. Si on regarde le résultat, la réponse c'est non. Mais ça ne se mesure pas seulement en argent, il est fort probable qu'on a sous-estimé l'effet des opposants. On n'a peut-être pas été assez agressifs dans les opportunités de revenir sur le dossier. »

Il faut aujourd'hui « intensifier les choses » et être « beaucoup plus agressifs » sur le plan communicationnel, estime Horacio Arruda. On mise sur une « approche nouvelle » et on compte utiliser le Web, Twitter et compagnie. Il veut investir les médias et songe même à une campagne de publicité télévisée, un outil promotionnel pour lequel il faut compter un minimum de 500 000 \$.

Dans l'ancien plan, les montants étaient accordés au cas par cas. Cette fois-ci, Dr Arruda veut s'assurer que l'argent sera au rendez-vous. « Comme le plan n'est pas complètement terminé, je ne suis pas en mesure de vous donner un chiffre », répond-il, précisant que les besoins seront quantifiés dès que le plan aura été approuvé. « S'il faut investir 500 000 \$, on va trouver l'argent à l'intérieur de notre programme. Mais ça va dépendre du plan, les lignes budgétaires ne sont pas prédéterminées. »

Objectif 50 % dans cinq ans

La Direction de la santé publique veut développer une acceptabilité sociale, selon les recommandations des élus qui se sont penchés sur cette question en commission parlementaire au printemps dernier. Plusieurs groupes demandaient l'interdiction pure et simple de la fluoration. Les élus ont plutôt choisi de maintenir le statu quo et ont recommandé de travailler sur l'acceptabilité sociale. Le Dr Arruda en a fait sa mission personnelle.

« Si on me demande d'augmenter l'acceptabilité sociale, il faut que je prenne les moyens pour être capable de le faire. Je n'irai pas investir 150 000 \$, diluer ça pour que ça ne donne rien. Ça prend un plan qui soit adéquat. »

L'objectif reste le même que pour le précédent plan, soit de fluorer l'eau de la moitié de la population « et même plus », précise le Dr Arruda. « Je me donne un horizon de cinq ans. Ça va être un travail de longue haleine [...] Mais si, dans cinq ans, on a 50 %, on va avoir atteint notre objectif. Si on est à 35 %, on réajustera. »

Dernière chance

Plutôt que de tenter de convaincre les municipalités de fluorer l'eau, comme c'était le cas ces dernières années, le nouveau plan de promotion se fera d'abord et avant tout auprès des citoyens pour que ces derniers viennent appuyer les démarches des élus municipaux qui peinent à imposer la fluoration en raison de la forte résistance des opposants. Horacio Arruda compte également sur les changements en lien avec les prochaines élections municipales, mais n'a pas l'intention d'en faire un enjeu électoral.

« Ça ne fait pas partie de notre stratégie. De toute façon, je pense qu'il y aurait un risque important dans le contexte où on n'a pas retravaillé le dossier avec la population. En faire un enjeu municipal avec des gens mal informés, les fantômes vont ressortir. Ce ne serait pas une bonne stratégie. »

Il compte également sur les professionnels de la santé, dentistes, hygiénistes dentaires, pharmaciens et médecins qui seront sensibilisés et appelés à se prononcer sur le dossier. « On se rend compte que les programmes de fluoration de l'eau trouvent une certaine acceptabilité sociale, une adhésion de la population quand c'est fortement soutenu par les professionnels de la santé, ce qui n'est pas encore le cas au Québec. »

Il est également conscient que si la Direction de la santé publique intensifie ses efforts, la réponse viendra d'autant plus forte de la part des opposants. « Si, dans un certain temps, on se rend compte que ça bloque, on fera des changements législatifs si c'est nécessaire ou on développera d'autres stratégies pour introduire du fluor dans l'alimentation des individus, avance Horacio Arruda qui précise toutefois que l'introduction de fluor dans l'alimentation s'avère moins efficace que dans l'eau potable. Mais pour le moment, on est dans une dernière chance avec cette population pour intensifier le message. »

Fluoration de l'eau: le ministre de la Santé en réflexion

4 juillet 2013 | Le Devoir | Québec



Photo : La Presse canadienne (photo) Jacques Boissinot
Réjean Hébert

Le ministre de la Santé, Réjean Hébert, attend de voir le nouveau plan de la Direction nationale de santé publique avant de décider s'il injectera les sommes nécessaires pour faire la promotion de la fluoration de l'eau potable et favoriser l'acceptabilité sociale de cette mesure visant à prévenir la carie dentaire, notamment chez les enfants venant de milieux défavorisés. Il faudra voir, dit-il, « si cet investissement va avoir de meilleurs effets que d'autres mesures ». À l'entrée du Conseil des ministres mercredi, il a soutenu qu'il s'apprêtait à rencontrer les autorités de la Santé publique pour faire le point. « Il faut d'abord être bien certain qu'on a pris tous les moyens pour bien informer la population et, une fois qu'on a fait ça, il faut en venir à la conclusion qu'il n'y a pas d'acceptabilité sociale. C'est la réflexion qu'on doit avoir actuellement au Québec. » Selon lui, la commission parlementaire a permis de faire ressortir que « ces perceptions négatives sont exagérées » et que « l'ensemble des études montrent que la fluoration de l'eau n'a pas d'effets néfastes sur la santé et l'environnement ». Le nouveau programme de promotion de la fluoration de la Santé publique, qui veut fluorer l'eau pour la moitié de la population d'ici cinq ans, sera rendu public l'automne prochain.

Radio-Canada
22 juil. 2013

Catastrophe nucléaire de Fukushima : des eaux radioactives dans le Pacifique

Mise à jour le lundi 22 juillet 2013 à 14 h 25 HAE | Radio-Canada avec Agence France-Presse, Associated Press et Reuters

Commenter

10

+1

0

Recommander

54

Tweet

27

Partager

T+

Imprimer



La centrale de Fukushima-Daiichi. Photo : AFP/HO

Des eaux souterraines radioactives accumulées au pied de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima, au Japon, se sont probablement écoulées dans l'océan Pacifique, a reconnu pour la première fois lundi son opérateur, Tokyo Electric Power (Tepco).

L'entreprise avait admis, début juillet, que de fortes doses d'éléments radioactifs avaient été détectées dans les eaux souterraines. Le niveau de césium dans un puits de prélèvement situé entre les réacteurs et la mer avait été multiplié par 110.

Tepco maintenait cependant jusqu'ici que ces eaux radioactives étaient contenues par les bases en béton et les armatures en acier des fondations de la centrale, située à quelque 220 kilomètres de Tokyo.

« Maintenant nous pensons que de l'eau contaminée a fui dans la mer », a déclaré à l'AFP un porte-parole de Tepco.

Selon lui, l'impact de la fuite serait limité. « Les données sur l'eau de mer ne montrent pas d'augmentation anormale des taux de radioactivité », a-t-il affirmé.

L'entreprise entend maintenant consolider la digue qui sépare le site de la centrale nucléaire de l'océan en y injectant davantage de silicate de sodium.

Tepco a fait cette admission au lendemain de la [victoire du Parti libéral-démocrate du premier ministre Shinzo Abe aux élections sénatoriales](#). Le PLD, qui consolide ainsi sa mainmise sur le pouvoir, est considéré comme pronucléaire.

Il y a moins de deux semaines, la nouvelle Autorité japonaise de sûreté nucléaire, créée après la [catastrophe de mars 2011](#), s'est déclarée persuadée que la contamination de la mer était continue depuis l'accident.

Des experts en environnement préviennent que les fuites radioactives peuvent affecter la santé des animaux et des humains qui les consomment.

Le tremblement de terre du 11 mars 2011 et le tsunami qui a suivi avaient bloqué les systèmes de refroidissement de la centrale de Fukushima-Daiichi, provoquant la fusion du combustible dans trois des six réacteurs du site et une vaste contamination radioactive dans les environs.

Tepco a aussi admis lundi que 1973 employés de la centrale, soit 10 % de la main-d'oeuvre, présentaient une dose d'exposition de la thyroïde supérieure à 100 millisieverts, considérée comme le seuil au-delà duquel le risque de développer un cancer s'accroît.